

APPEL DE BEAUCHASTEL CONTRE L'ÉCOLE NUMÉRIQUE¹

UNE JOURNÉE DANS L'ÉCOLE NUMÉRIQUE

Ma journée d'école commence, la sonnerie vient tout juste de retentir, je rentre dans ma salle de cours et déjà je m'interroge : dois-je accueillir la classe ou me tourner vers mon écran pour effectuer l'appel électronique ? Dans un souci de « diversification de mes pratiques », dois-je capter le regard des élèves à l'aide de l'écran de mon vidéoprojecteur, vérifier la mise en route de toutes leurs tablettes ou décider de me passer de tout appareillage numérique ? Alors que la séance se termine, prendrons-nous le temps de noter le travail à effectuer à la maison ou dois-je renvoyer chaque élève devant son écran pour consulter le

1. Texte rédigé collectivement en décembre 2015, il a fait l'objet de légères modifications pour clarifier l'orientation du groupe issu de la rencontre d'un certain nombre de signataires. C'est cette seconde version, d'août 2018, qui est ici reproduite.

cahier de textes numérique que je remplirai en fin de journée ? C'est la pause du repas ; à la cantine, que penser de ce flux d'élèves identifiés par leur main posée sur un écran biométrique et du bip régulier de la machine signalant son aval à leur passage ? Ces adolescents dans la cour scrutant sans cesse leur téléphone, ces surveillants et ces professeurs derrière leur ordinateur, tout ce monde se disant parfois à peine bonjour, est-ce cela le progrès ? En fin de journée, dans la salle des profs, dois-je, toujours face à mon écran, trier mes courriels administratifs et remplir le cahier de textes numérique, ou ai-je encore le temps d'échanger de vive voix avec mes collègues sur le déroulement de cette journée de classe ?

Ces questions ne se posent pas en 2084 mais aujourd'hui, dans nos écoles, collèges et lycées. D'ailleurs, le numérique a déjà une emprise telle sur nos vies et celles de nos élèves, que parfois nous ne nous les posons même plus. Et pourtant, si on nous avait dressé un tel tableau il y a quelques années, nous l'aurions trouvé outrancier. Mais les innovations apparaissent progressivement, elles sont déjà dans l'air du temps avant de s'imposer à nous et il n'y a apparemment pas de limite à ce que l'on peut accepter.

Accepter, nous nous y sommes maintes fois résignés, et nous sommes bien conscients que l'informatisation de l'enseignement n'est que le point d'orgue de son délitement. Nous avons déjà cherché à

suivre des programmes incohérents, à comprendre l'incompréhensible jargon de l'Éducation nationale, à enseigner à des élèves de plus en plus déconcentrés parce que de plus en plus connectés. Pourquoi ne pas aller plus loin ? Ainsi nous nous apprêtons à renseigner sur chaque élève des données conservées à vie et bientôt consultables par un employeur grâce au livret scolaire numérique, où les bilans par discipline ont laissé place à la validation de compétences dont l'énoncé est censé adapter la formation scolaire aux besoins de l'économie. On nous encourage à river nos élèves aux écrans durant les seuls moments où ils pourraient encore y échapper, sous le prétexte de les soumettre à des méthodes pédagogiques innovantes ou de les éduquer aux médias, sans se représenter un seul instant le rôle majeur des technologies numériques dans la dégradation des capacités cognitives élémentaires des élèves (logique, expression fluide, concentration, attention, discernement). Finalement, pourquoi ne pas renoncer à enseigner, en feignant de croire qu'une connexion Internet permet à elle seule de s'approprier un savoir réel ?

Pour nous, ça suffit.

De la part de la hiérarchie administrative, du ministère, des inspecteurs et formateurs, ainsi que de toute la classe politique, qui nous enjoignent d'uti-

liser systématiquement (et non occasionnellement et de manière très circonscrite) le numérique dans nos classes, nous n'entendons que des justifications a posteriori de ce qui paraît aller de soi : une transformation implacable de nos gestes quotidiens, de notre langage, de notre rapport aux autres, de notre métier.

Ce bouleversement est pourtant décidé par d'autres, politiques et industriels, qui défendent leurs intérêts politiques et économiques. Ils bénéficient de notre complicité passive lorsque nous nous résignons à accompagner, déjà défaits, une impitoyable lame de fond, ou bien active lorsque nous intériorisons l'idée qu'un bon cours est nécessairement un cours articulé autour des technologies numériques.

Or le numérique n'a rien à voir avec l'éducation. En effet l'informatisation a pour but premier de gonfler le chiffre d'affaires des firmes qui produisent matériels et logiciels. En réduisant la part humaine de chaque activité (pas seulement scolaire) pour la rendre plus conforme aux besoins de l'économie et de la gestion bureaucratique, elle permet de « doper » temporairement la croissance par les gains de productivité et les nouveaux marchés qu'elle offre.

C'est d'ailleurs parce qu'Internet et les technologies numériques ne peuvent pas améliorer l'enseignement, mais qu'ils sont conçus pour rendre leurs utilisateurs captifs, que les ingénieurs de la Silicon Valley en protègent leurs enfants. On ne soulignera jamais

assez ce point : c'est dans des écoles sélectives, aux matériaux en bois, mettant l'accent sur des activités manuelles cultivant les vertus de la patience et de l'attention (couture, pâte à modeler, musique) que grandissent les enfants de Bill Gates ou Steve Jobs, ces grands architectes de la décérébration numérique !

Tout cela montre assez clairement que seule une petite frange d'élite est aujourd'hui en mesure d'éviter les effets cognitifs catastrophiques d'une exposition permanente aux écrans. Pour le vulgaire, il ne reste qu'à rejoindre les cohortes de collégiens et de lycéens connectés, appelés à devenir les dociles ouvriers de maîtres formés selon d'autres principes.

Or, nous refusons de former de simples agents, des cueilleurs d'informations, « acteurs de leur parcours scolaire » ou consommateurs anonymes de « MOOC » (*massive open online courses*), mais dépourvus de toute profondeur critique. Nous voulons bien plutôt être avec nos élèves, et non servir d'intermédiaires entre eux et les machines. Il faut être un esprit bêtement mécaniste pour approuver une telle dissociation entre la machine stockant les données et l'être humain assurant le flux de transmission. Les zéloteurs de l'éducation connectée réduisent le savoir à de l'information. Ils négligent l'importance de son incarnation chez un individu en imaginant une simple médiation extérieure. Ils

oublie tout bonnement que la relation d'apprentissage est avant tout une relation humaine.

Si l'on tient compte des transformations technologiques du travail dans les sociétés capitalistes, il faut bien se dire que notre métier est un des derniers qui n'aient pas été intégralement soumis à des procédures abstraites, à des méthodes décidées d'en haut. Un métier, précisément, et non un simple emploi ou job, dont le cœur réside dans la rencontre humaine et la possibilité d'une transmission qui n'est jamais unilatérale. Parce que la relation d'enseignement est pétrie d'affects et de désir, elle induit parfois, lors de moments rares mais précieux, la possibilité de révéler de jeunes gens à eux-mêmes, de les ouvrir à leurs dilections, voire, pour les plus écorchés d'entre eux, de leur redonner confiance dans le monde des adultes.

C'est tout le sel et l'incertitude radicale de cet étrange métier qui se trouvent compromis, dès lors que l'enseignement se transforme en exécution de procédures. Les matières, c'est-à-dire les savoirs et savoir-faire qui les constituent, se trouvent alors morcelées en une liste de tâches exécutables, puis regroupées artificiellement en aptitudes générales. On appelle cela le « socle commun de connaissances, de compétences et de culture ». Dans ce cadre, une leçon, un exercice peuvent être réduits à un protocole creux, que l'on peut effectivement « partager » en ligne, puisqu'il ne nécessite ni connaissances précises

ni réflexion pédagogique personnelle pour être reproduit. Un cours construit de cette façon n'apprend pas à penser mais à se comporter de la façon attendue. Voilà qui signe un mépris rarement atteint envers la jeunesse.

Quoi qu'on en dise par ailleurs, l'administration numérique (appel en ligne, SMS [*short message service*] aux parents, consultation permanente et systématique des logiciels de stockage de notes, etc.) ne renouera pas les liens entre les enfants, leurs parents et l'école. Au contraire, elle aggrave déjà les problèmes qui servent de prétexte pour l'imposer. L'absentéisme demeure, la défiance se banalise au sein de l'école et dans les familles, qui s'adaptent à une mentalité froidement comptable. On cherche à tout prix à éviter le conflit et on se fie davantage aux ordinateurs qu'aux êtres humains. Et, pour masquer ce désolant constat, on maquille l'isolement en l'appelant « autonomie ».

Nous pourrions nous réclamer de la liberté pédagogique et demander à ne pas être contraints à l'utilisation de machines dans nos classes. Mais nous savons que c'est impossible, qu'à partir du moment où une technique est introduite, la liberté de l'utiliser ou non devient illusoire car elle s'insère dans un système global qui l'exige. Après un court moment, le choix encore possible cède le pas à l'obligation de fait.

Les discours qui s'efforcent de rendre acceptable une telle contrainte ne résistent pas, quant à eux, à un argumentaire un peu serré. Les fumisteries du « développement durable », selon lequel le numérique serait « écologique » parce qu'il permettrait d'économiser du papier, ne sauraient masquer la gabegie démente des ressources terrestres, y compris les plus rares, les plus coûteuses, les plus dangereuses, sur laquelle repose la mensongère « dématérialisation ». Il faut compter aussi avec la part croissante de consommation d'énergie consacrée à l'informatique. Les justifications fondées sur la médicalisation progressive de la scolarité tombent d'elles-mêmes, en tant que généralisations hâtives. En effet, on ne saurait conclure, du fait que des dispositifs numériques puissent se révéler des palliatifs très commodes à des situations de handicap particulières, qu'ils seraient les solutions à tous les problèmes de l'institution, depuis le décrochage jusqu'aux difficultés de lecture, lorsqu'on connaît leur action délétère sur le développement de l'enfant.

Pour toutes ces raisons, nous nous opposons à notre mise à jour programmée. Nous ne ferons pas l'appel en ligne, nous ne remplirons pas le cahier de textes numérique, nous nous passerons des multiples écrans dont on prétend nous équiper (tablettes, tableaux numériques ou même smartphones). Appuyés par une force collective, nous chercherons,

autant que faire se peut, à reprendre la main sur notre métier.

Nous appelons tous les personnels des établissements d'enseignement déjà réticents à faire connaître leurs raisons et à signer cet appel. C'est seulement par de tels gestes d'affirmation que nous pouvons briser notre isolement pour construire une opposition conséquente.

Nous demandons à toute personne qui ressent l'importance des enjeux ici évoqués de relayer largement cet appel, de nous faire connaître ses propres réflexions et initiatives.